



1

RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ
LE 31 MARS 2014

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 6 mai 2014

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré une perte nette attribuable aux actionnaires de 10,2 millions de dollars soit 0,43 \$ par action au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2013 la perte nette attribuable aux actionnaires avait été de 5,9 millions de dollars ou 0,25 \$ par action.

Faits saillants liés à l'exploitation du premier trimestre :

- Perte d'exploitation ajustée¹ consolidée de 6 025 000 \$ comparativement à un bénéfice d'exploitation ajusté de 895 000 \$ au trimestre correspondant de 2013.
- Perte d'exploitation ajustée du secteur de la télévision de 8 211 000 \$, soit une variation défavorable de 8 951 000 \$, expliquée principalement par :
 - la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant de l'effet combiné de la baisse de 5,8 % des revenus publicitaires et des investissements accrus dans les coûts de contenu;compensée en partie par :
 - la baisse de la perte d'exploitation ajustée des services spécialisés directement attribuable à la hausse de 8,2 % des revenus d'abonnement.
- Bénéfice d'exploitation ajusté du secteur de l'édition de 2 186 000 \$, soit une variation favorable de 2 031 000 \$ principalement attribuable à l'ajout des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013 et aux réductions de dépenses résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et au plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Les résultats financiers du premier trimestre de 2014 pour le secteur de la télévision n'ont pas été à la hauteur de nos attentes. Les revenus publicitaires sont nettement sous pression et ce, malgré de bonnes cotes d'écoute. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2014, les parts de marché totales de Groupe TVA sont demeurées stables à 32,8 parts comparativement à 32,7 parts pour la période correspondante de 2013. En plus du succès phénoménal de l'émission *La Voix* avec un auditoire moyen de 2 644 000 téléspectateurs pour le variété du dimanche soir, les nouveautés du Réseau TVA telles que *Les Beaux Malaises*, *Les Jeunes loups* et *Destination Fort Boyard* ont connu de beaux résultats d'écoute avec des auditoires dépassant les 1 500 000 téléspectateurs.

Le secteur de l'édition a réalisé une bonne croissance de son bénéfice d'exploitation ajusté grâce à l'inclusion des résultats de notre dernière acquisition, soit le magazine « La Semaine », et à une croissance de 5,3 % de nos ventes en kiosque provenant des autres magazines. De plus, nous avons lancé à la fin du mois de mars un nouveau magazine « Femmes etc... » qui a connu un tel succès lors de sa mise en marché, que nous avons dû procéder à une réimpression pour répondre à la demande.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre ont été de 4,9 millions de dollars comparativement à des flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation de 2,5 millions de dollars au cours du trimestre correspondant de 2013. Cette hausse de 7,4 millions de dollars s'explique essentiellement par la variation favorable reliée aux débiteurs, compensée en partie par la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté.

¹ Voir la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) ci-après.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.



Pierre Dion
Président et chef de la direction

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats et du résultat global

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	Note	2014	2013
Revenus	3	105 321	111 070
Achats de biens et services	4, 10	78 469	75 093
Coûts liés au personnel		32 877	35 082
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		5 384	5 088
Charges financières	5	1 120	1 604
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	-	952
Perte avant recouvrement d'impôts et part de la perte dans les entreprises associées		(12 529)	(6 749)
Recouvrement d'impôts		(4 147)	(2 424)
Part de la perte dans les entreprises associées		1 781	1 563
Perte nette et résultat global attribuable aux actionnaires		(10 163)	(5 888)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	7 c)	(0,43)	(0,25)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires					Total des capitaux propres
	Capital- actions (note 7)	Surplus d'apport	Bénéfices non repartis	Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies		
Solde au 31 décembre 2012	98 647	\$ 581	\$ 187 937	\$ (20 620)	\$ 266 545	\$
Perte nette	-	-	(5 888)	-	(5 888)	
Solde au 31 mars 2013	98 647	581	182 049	(20 620)	260 657	
Bénéfice net	-	-	21 634	-	21 634	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	25 768	25 768	
Solde au 31 décembre 2013	98 647	581	203 683	5 148	308 059	
Perte nette	-	-	(10 163)	-	(10 163)	
Solde au 31 mars 2014	98 647	\$ 581	\$ 193 520	\$ 5 148	\$ 297 896	\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	31 mars 2014	31 décembre 2013
Actif			
Actif à court terme			
Espèces		3 560 \$	7 717 \$
Débiteurs		120 909	136 408
Impôts exigibles		6 307	124
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks		52 151	61 428
Charges payées d'avance		3 164	2 380
		186 091	208 057
Actif à long terme			
Droits de diffusion et de distribution		36 262	31 985
Placements		14 462	14 822
Immobilisations		100 749	100 962
Licences et autres actifs incorporels		111 529	112 566
Écart d'acquisition		44 469	44 536
Actif au titre des prestations définies		10 283	8 238
Impôts différés		571	885
		318 325	313 994
Total de l'actif		504 416 \$	522 051 \$

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés (suite)

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	31 mars 2014	31 décembre 2013
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		74 759 \$	85 960 \$
Impôts exigibles		353	1 828
Droits de diffusion et de distribution à payer		24 380	17 304
Provisions		305	645
Revenus reportés		7 463	9 302
Dette échéant à court terme		74 691	74 640
		181 951	189 679
Passif à long terme			
Autres éléments de passif		3 958	3 974
Impôts différés		20 611	20 339
		24 569	24 313
Capitaux propres			
Capital-actions	7	98 647	98 647
Surplus d'apport		581	581
Bénéfices non répartis		193 520	203 683
Cumul des autres éléments du résultat global		5 148	5 148
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		297 896	308 059
Garanties	10		
Total du passif et des capitaux propres		504 416 \$	522 051 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

Le 6 mai 2014, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)
(en milliers de dollars canadiens)

		Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	Note	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Perte nette		(10 163) \$	(5 888) \$
Ajustements pour :			
Amortissement		5 435	5 139
Dépréciation d'actifs	6	–	387
Part de la perte dans les entreprises associées		1 781	1 563
Impôts différés		565	1 024
		(2 382)	2 225
Variation nette hors caisse des actifs et passifs d'exploitation		7 254	(4 768)
Flux de trésorerie générés par (utilisés pour) les activités d'exploitation		4 872	(2 543)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations		(6 339)	(5 312)
Acquisitions d'actifs incorporels		(768)	(584)
Variation nette des placements	9	(1 421)	799
Ajustement final au coût d'acquisition d'une entreprise		(501)	–
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(9 029)	(5 097)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif		–	254
Flux de trésorerie générés par les activités de financement		–	254
Variation nette des espèces		(4 157)	(7 386)
Espèces au début de la période		7 717	10 619
Espèces à la fin de la période		3 560 \$	3 233 \$
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation			
Intérêts nets (encaissés) versés		(82) \$	81 \$
Impôts sur le bénéfice versés (déduction faite des remboursements)		2 946	1 968

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 11). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés. Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2013 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014.

2. Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui clarifie le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements selon des dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu un impact significatif sur les états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

3. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2014		2013	
Services rendus	82 588	\$	85 977	\$
Ventes de produits	22 733		25 093	
	105 321	\$	111 070	\$

4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2014		2013	
Redevances, droits et coûts de production	57 022	\$	48 988	\$
Tirage et distribution	4 094		4 598	
Marketing, publicité et promotion	4 241		5 153	
Coûts liés aux immeubles	2 436		2 183	
Services rendus par la société mère	5 796		5 935	
Autres	4 880		8 236	
	78 469	\$	75 093	\$

5. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2014		2013	
Intérêts sur la dette à long terme	1 122	\$	1 122	\$
Amortissement des frais de financement	51		51	
(Revenus) charge d'intérêts sur l'actif net ou le passif net au titre des prestations définies	(72)		420	
Autres	19		11	
	1 120	\$	1 604	\$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

6. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

7. Capital-actions

a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

b) Capital-actions émis et en circulation

	31 mars 2014	31 décembre 2013
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647 \$

c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2014	2013
Perte nette attribuable aux actionnaires	(10 163) \$	(5 888) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	(0,43) \$	(0,25) \$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. Rémunération et autres paiements à base d'actions

	Période de trois mois terminée le 31 mars 2014			
	Options d'achat d'actions classe B de la Société		Options d'achat d'actions de Québecor Média	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2013	691 076	16,54 \$	331 407	53,35 \$
Exercées	–	–	(21 375)	46,48
Solde au 31 mars 2014	691 076	16,54 \$	310 032	53,82 \$

Du nombre d'options en circulation au 31 mars 2014, 691 076 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 16,54 \$ et 64 032 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 45,96 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, 21 375 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 352 000 \$ (19 957 options d'achat d'actions avaient été exercées pour une contrepartie en espèces de 228 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013).

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, la Société a constaté un renversement de charge de rémunération de 31 000 \$ (une charge de rémunération de 52 000 \$ en 2013) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'une charge de rémunération de 400 000 \$ (un renversement de charge de rémunération de 29 000 \$ en 2013) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

9. Opérations entre apparentés

Contributions en capital dans SUN News

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, une mise de fonds de 2 900 000 \$ (aucune en 2013) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 1 421 000 \$ par la Société et 1 479 000 \$ par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions de biens, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Par ailleurs, suite à de nouveaux développements survenus au cours du premier trimestre 2014, les engagements spécifiques à risque qui s'élevaient à 4 700 000 \$ au 31 décembre 2013 ont été comptabilisés dans les achats de biens et services au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2014.

11. Information sectorielle

Au début de l'exercice 2014, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ce changement, les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédias, anciennement exercées par la division TVA Studio du secteur de l'édition, sont maintenant intégrées aux activités de TVA Accès inc. du secteur de la télévision. L'information financière de la période précédente a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale et de doublage de TVA Accès inc., les activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au deuxième trimestre de 2013 ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications inc. et de Les Publications Charron & Cie inc., qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Information sectorielle (suite)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2014		2013	
Revenus				
Télévision	90 936	\$	98 120	\$
Édition	15 138		13 913	
Éléments intersectoriels	(753)		(963)	
	105 321	\$	111 070	\$
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)⁽¹⁾				
Télévision	(8 211)		740	
Édition	2 186		155	
	(6 025)		895	
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 384		5 088	
Charges financières	1 120		1 604	
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	–		952	
Perte avant recouvrement d'impôts et part de la perte dans les entreprises associées	(12 529)	\$	(6 749)	\$

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activités de la Société en ce qui a trait aux revenus.

⁽¹⁾ Le chef de la direction utilise le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est défini(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network (« SUN News »). En édition, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2014 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2013, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2014, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ce changement, les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédias, anciennement exercées par la division TVA Studio du secteur de l'édition, sont maintenant intégrées aux activités de TVA Accès inc. du secteur de la télévision. L'information financière de la période précédente a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes:

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale et de doublage de TVA Accès inc., les activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au deuxième trimestre de 2013, ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») et de Les Publications Charron & Cie inc. (« Publications Charron ») qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2013

- Le 28 avril 2014, Québecor inc. (« Québecor ») a annoncé d'importants changements à la direction de la société et ses filiales. Pierre Dion, président et chef de la direction de Groupe TVA, a été nommé président et chef de la direction de Québecor et QMI en remplacement de Robert Dépatie qui s'est retiré, pour des raisons de santé, de ses fonctions de président et chef de la direction de Québecor, de QMI et de Vidéotron Ltée. Pierre Dion continuera d'assumer la fonction de président et chef de la direction de Groupe TVA jusqu'à la nomination de son successeur.
- Le 14 avril 2014, Groupe TVA a annoncé la conclusion d'une entente avec Telus permettant aux abonnés de Télé OPTIK d'avoir accès au contenu de TVA sur demande dès le 15 avril. La Société et Telus ont également conclu une nouvelle entente pour la distribution en direct des chaînes spécialisées TVA Sports et TVA Sports 2.
- Le 13 avril 2014, Groupe TVA a annoncé que l'émission *La Voix* sera de retour pour une troisième édition à l'hiver 2015.
- Le 27 mars 2014, TVA Publications a procédé au lancement du nouveau magazine « Femmes etc... ». Ce magazine a connu un tel succès lors de sa mise en marché, qu'il a dû être réimprimé pour répondre à la demande.
- Le 10 mars 2014, a été nommée madame Sylvie Lalande au poste de présidente du conseil d'administration de la Société en remplacement de monsieur Pierre Karl Péladeau, lequel a remis sa démission en date du 9 mars 2014.
- Au cours du premier trimestre, TVA Sports a conclu des ententes à long terme avec des propriétés de prestige telles que la Ligue majeure de baseball (MLB) (entente de 8 ans), la Ligue canadienne de hockey (LCH) et la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) (entente de 12 ans).

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, les impôts sur le bénéfice, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation de la (perte) du bénéfice d'exploitation ajusté(e) avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation (de la perte) du bénéfice d'exploitation ajusté(e) présenté(e) dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e) :		
Télévision	(8 211) \$	740 \$
Édition	2 186	155
	(6 025)	895
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 384	5 088
Charges financières	1 120	1 604
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	-	952
Recouvrement d'impôts	(4 147)	(2 424)
Part de la perte dans les entreprises associées	1 781	1 563
Perte nette attribuable aux actionnaires	(10 163) \$	(5 888) \$

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES 2014 ET 2013**Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA****Produits d'exploitation** de 105 321 000 \$, en baisse de 5 749 000 \$ (-5,2 %).

- Baisse de 7 184 000 \$ (-7,3 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la baisse de 6,4 % des revenus provenant du Réseau TVA, ainsi qu'à la cessation des activités de TVA Boutiques au cours du troisième trimestre 2013. Ces baisses ont été compensées en partie par la hausse de 2,5 % des revenus des services spécialisés.
- Hausse de 1 225 000 \$ (8,8 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition du magazine « La Semaine » le 18 juillet 2013, notamment sur les revenus en kiosque qui ont connu une croissance de 35,9 %. Cette hausse a été compensée en partie par une baisse de 27,0 % des revenus publicitaires.

Tableau 2**Produits d'exploitation**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Télévision	90 936 \$	98 120 \$
Édition	15 138	13 913
Éléments intersectoriels	(753)	(963)
	105 321 \$	111 070 \$

Perte d'exploitation ajustée de 6 025 000 \$, soit un écart défavorable de 6 920 000 \$.

- Écart défavorable de 8 951 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la perte d'exploitation ajustée du Réseau TVA, compensée en partie par la diminution de 18,3 % de la perte d'exploitation ajustée provenant des services spécialisés.
- Écart favorable de 2 031 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact favorable de l'ajout des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013, ainsi qu'aux réductions de dépenses résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et du plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Tableau 3
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Télévision	(8 211) \$	740 \$
Édition	2 186	155
	(6 025) \$	895 \$

Perte nette attribuable aux actionnaires de 10 163 000 \$ (-0,43 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 5 888 000 \$ (-0,25 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2013.

- Cet écart défavorable de 4 275 000 \$ (-0,18 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart défavorable de 6 920 000 \$ au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté; partiellement compensée par :
 - l'écart favorable de 952 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres; et
 - la hausse de 1 723 000 \$ du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 5 384 000 \$, soit une hausse de 296 000 \$ (5,8 %).

- Cette hausse est principalement due à la mise en service d'importants projets techniques et immobiliers au cours des derniers mois, ainsi qu'à l'amortissement accéléré comptabilisé au niveau d'équipements informatiques et d'améliorations locatives suite à une réévaluation de leur durée d'utilité prévue.

Charges financières de 1 120 000 \$, soit une baisse de 484 000 \$ qui s'explique essentiellement par des revenus d'intérêts reliés aux régimes de retraite au premier trimestre de 2014, alors qu'une charge d'intérêts avait été comptabilisée à cet effet pour la même période de 2013.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres nuls pour le premier trimestre de 2014 comparativement à une charge de 952 000 \$ pour la période correspondante de 2013.

- Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

Recouvrement d'impôts de 4 147 000 \$ (taux effectif de 33,1 %) au premier trimestre 2014 comparativement à un recouvrement de 2 424 000 \$ (taux effectif de 35,9 %) pour la même période de 2013.

- Au premier trimestre 2014, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période. Également, à la lumière des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts différés de 329 000 \$. En excluant cette dernière économie fiscale, le taux effectif de l'exercice 2014 aurait été de 30,5 %.
- Au premier trimestre 2013, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période.

Part de la perte dans les entreprises associées de 1 781 000 \$ au premier trimestre 2014, comparativement à une perte de 1 563 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2013, soit un écart défavorable de 218 000 \$ expliqué principalement par de moins bons résultats d'exploitation de SUN News pour cette période.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télévision

Comparaison des premiers trimestres 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 90 936 000 \$, soit une diminution de 7 184 000 \$ (-7,3 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 6,4 % des revenus du Réseau TVA provenant d'une diminution de 5,8 % des revenus publicitaires et d'une baisse de 49,7 % des revenus provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale « FAPL » compte tenu de l'abolition progressive de cette subvention;
- la perte de revenus découlant de la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013;
- la baisse de 7,7 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement des chaînes « LCN » et « TVA Sports »;

compensées en partie par :

- la hausse de 8,2 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
 - les chaînes « TVA Sports » et « LCN » s'accaparent respectivement 34,4 % et 16,5 % de cette hausse;
 - les chaînes « MOI&cie », « Casa », « addik^{TV} » et « prise 2 » ont connu des croissances respectives de 24,3 %, 11,2 %, 9,8 % et 9,0 %.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2014, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 32,8 parts, soit légèrement supérieures à la période correspondante de 2013 qui affichait 32,7 parts.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 8,6 parts pour le premier trimestre 2014 comparativement à 8,2 parts pour la même période de 2013, soit une augmentation de 0,4 part. Cette augmentation provient principalement de « TVA Sports » qui a connu d'excellentes cotes d'écoute lors de la présentation des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, atteignant 3,8 parts durant la période de diffusion de cet événement. Les services spécialisés « Yooopa » et « Argent » sont demeurés stables au niveau de leur part de marché, tandis que « prise 2 » et « LCN » ont connu une croissance de 0,2 part et 0,1 part respectivement.

Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 24,2 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 20 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2014, dont *La Voix* (auditoire moyen de 2,6 millions pour le variété), *Destination Fort Boyard*, *Les Beaux malaises* et *Les Jeunes loups*, quatre émissions qui se sont classées dans le top cinq de ce palmarès avec des auditoires dépassant les 1 500 000 téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Hiver 2014 vs 2013			
	2014	2013	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	24,2	24,5	- 0,3
SRC	15,5	14,1	+ 1,4
V	7,9	8,6	- 0,7
	47,6	47,2	+ 0,4
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	8,6	8,2	+ 0,4
SRC	4,5	4,5	-
Bell Média*	17,2	18,7	-1,5
Autres	14,2	14,7	- 0,5
	44,5	46,1	- 1,6
Total anglophones et autres :	7,9	6,7	+1,2
Groupe TVA	32,8	32,7	+ 0,1

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} janvier au 31 mars 2014, l-d, 2h-2h, t2+.

*Selon les propriétés lui appartenant suite à la transaction Bell-Astral complétée en date du 5 juillet 2013.

Charges d'exploitation de 99 147 000 \$, soit une augmentation de 1 767 000 \$ (1,8 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
 - la hausse de 7,4 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant d'une augmentation des coûts de contenu. Cette augmentation est le reflet d'investissements accrus au niveau de la programmation, de charges supplémentaires engendrées par la période électorale provinciale, ainsi que d'ajustements au coût de certaines licences de diffusion des années passées reliés à des clauses d'indemnisation figurant dans les garanties de la Société aux états financiers du 31 décembre 2013;

compensée en partie par :

- la baisse des charges d'exploitation reliée à la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités.

Perte d'exploitation ajustée de 8 211 000 \$, soit une variation défavorable de 8 951 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant de l'effet combiné de la baisse des revenus publicitaires et des investissements accrus dans les coûts de contenu;

compensée en partie par :

- la baisse de la perte d'exploitation ajustée des services spécialisés, directement attribuable à la hausse des revenus d'abonnement.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la hausse, passant de 99,2 % pour le premier trimestre 2013 à 109,0 % pour la même période de 2014. Cette hausse est principalement attribuable aux éléments mentionnés ci-dessus, notamment la baisse des revenus publicitaires et la hausses des coûts de contenu.

Édition

Comparaison des premiers trimestres 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 15 138 000 \$, soit une hausse de 1 225 000 \$ (8,8 %), malgré la fermeture des magazines « Star Inc. », « Rénovation Bricolage » et « Option Réno ». Cette hausse est principalement attribuable à :

- l'ajout des revenus du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- la hausse de 5,3 %¹ des ventes en kiosque;
- la hausse de 8,0 %¹ des revenus de subvention;

partiellement compensés par :

- la baisse de 27,7 %¹ des revenus publicitaires pour l'ensemble des magazines. La baisse par catégorie de magazines est la suivante :
 - Artistiques : - 33,3 %;
 - Décoration et cuisine : -25,9 %;
 - Féminin : -21,2 %;
 - Spécialisés : -54,1 %.

¹ Excluant le magazine « La Semaine »

Fonds du Canada pour les périodiques

Depuis le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 12,7 % des produits d'exploitation du secteur pour le premier trimestre de 2014 (11,0 % pour le trimestre correspondant de 2013).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines du Groupe TVA détiennent 53,3 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2014).
- Les hebdomadaires rejoignent plus de 3 000 000 de lecteurs uniques chaque année au Canada selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2014).
 - Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 539 000 lecteurs par semaine et demeure le magazine hebdomadaire le plus lu au Québec.

- Le magazine « La Semaine », qui offre un contenu artistique familial, rejoint 375 000 personnes par semaine.

Charges d'exploitation de 12 952 000 \$, soit une baisse de 806 000 \$ (-5,9 %). En plus de la fermeture des magazines « Star Inc. », « Rénovation Bricolage » et « Option Réno », cette diminution est principalement attribuable à:

- la baisse de 22,8 %¹ des charges d'exploitation des magazines artistiques découlant d'une réduction des coûts d'imprimerie et de production, principalement au niveau du magazine « 7 Jours »;
- la baisse de 17,3 % des charges d'exploitation des magazines de décoration et cuisine suite à une diminution des frais de recrutement d'abonnés et des coûts de promotion;
- la baisse de 15,7 % des charges d'exploitation des magazines féminins suite à une diminution des activités reliées à la gestion de marques, notamment l'événement Rock & Rose non reconduit en 2014;

partiellement compensées par :

- l'inclusion des charges d'exploitation relatives au magazine « La Semaine » acquis le 18 juillet 2013.

¹ Excluant le magazine « La Semaine »

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2 186 000 \$, soit une variation favorable de 2 031 000 \$, expliquée principalement par :

- l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- la baisse des charges d'exploitation des autres magazines telle que détaillée ci-haut et l'impact des économies reliées au plan de rationalisation mis en place depuis le second trimestre de 2013.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 85,6 % pour le premier trimestre de 2014 contre 98,9 % pour la même période de 2013. Cette diminution s'explique essentiellement par les éléments ci-haut mentionnés.

Acquisition de Publications Charron

Le 18 juillet 2013, la Société a fait l'acquisition de Publications Charron, éditeur de magazines, notamment du magazine hebdomadaire « La Semaine », qui affiche des ventes en kiosque hebdomadaires variant entre 35 000 et 44 000 copies. Les revenus provenant de ces activités ont été intégrés au secteur de l'édition au cours du troisième trimestre de 2013.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 872 \$	(2 543) \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(7 107)	(5 896)
(Augmentation) diminution des placements	(1 421)	799
Autres	(552)	(51)
Augmentation de la dette nette	(4 208) \$	(7 691) \$
	31 mars 2014	31 déc. 2013
Situation à la fin :		
Dette échéant à court terme	74 691 \$	74 640 \$
Moins espèces	(3 560)	(7 717)
Dette nette	71 131 \$	66 923 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 4 872 000 \$ au premier trimestre 2014 comparativement à des flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation de 2 543 000 \$ au cours du trimestre correspondant de 2013, soit une hausse de 7 415 000 \$.

Cette hausse s'explique essentiellement par la variation favorable reliée aux débiteurs, compensée en partie par l'écart défavorable au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 4 140 000 \$ au 31 mars 2014 comparativement à 18 378 000 \$ au 31 décembre 2013. Cette baisse de 14 238 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des débiteurs, de même qu'à la baisse des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensées en partie par la baisse des créditeurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 7 107 000 \$ pour les trois premiers mois de 2014, comparativement à 5 896 000 \$ pour la même période de 2013, soit une hausse de 1 211 000 \$ (+20,5 %). Cette hausse est principalement attribuable aux investissements requis afin de mettre en place les infrastructures techniques nécessaires au lancement de TVA Sports 2 à l'automne 2014 suite à la signature de l'entente avec la LNH.

Variation nette des placements représentée par une sortie de fonds de 1 421 000 \$ durant les trois premiers mois de 2014, comparativement à une entrée de fonds de 799 000 \$ pour la même période de 2013. Au cours du premier trimestre 2014, la variation nette des placements représente une mise de fonds dans SUN News. Au cours de la période correspondante de 2013, la Société avait encaissé un montant de 799 000 \$ lié à un placement de portefeuille.

Activités de financement

Dettes (excluant les frais de financement reportés) stable à 75 000 000 \$ au 31 mars 2014, comparativement au 31 décembre 2013.

Situation financière au 31 mars 2014

Liquidités disponibles nettes de 103 135 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 575 000 \$ et des espèces de 3 560 000 \$.

Au 31 mars 2014, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 31 mars
(en milliers de dollars)

2015	75 000	\$
2016	-	
2017	-	
2018	-	
2019 et ultérieurement	-	
Total	75 000	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 0,6 année au 31 mars 2014 (0,9 année au 31 décembre 2013) et est donc présentée en totalité dans le passif à court terme à la fin du présent trimestre. La dette était constituée en totalité de dette à taux fixe aux 31 mars 2014 et 31 décembre 2013. La Société prévoit débiter les discussions avec ses partenaires bancaires pour le renouvellement de la dette long terme d'ici son échéance et n'entrevoit pas de difficulté à cet effet.

La Société dispose également d'un crédit rotatif qui a été renouvelé le 24 février 2012 pour un terme de cinq (5) ans et qui s'élève à 100 000 000 \$. Au 31 mars 2014, aucun montant n'avait été prélevé sur le crédit rotatif. La Société pourrait également utiliser son crédit rotatif inutilisé pour rembourser sa dette long terme venant à échéance le 11 décembre 2014.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2014, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2014

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2014 et 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	31 mars 2014		31 décembre 2013		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>						
Débiteurs	120 909	\$	136 408	\$	(15 499)	\$ Impact de l'encaissement d'une rétroactivité pour droits de retransmission et de sommes dues sur des nouvelles ententes signées en fin d'année 2013.
Impôts exigibles	6 307		124		6 183	Impact des impôts recouvrables sur la perte déductible du premier trimestre 2014 et des acomptes provisionnels versés.
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	52 151		61 428		(9 277)	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
<u>Passifs</u>						
Créiteurs et charges à payer	74 759	\$	85 960	\$	(11 201)	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion et de distribution à payer	24 380	\$	17 304	\$	7 076	\$ Investissements accrus en contenu.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8
Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	75 000 \$	- \$	- \$	- \$	75 000 \$
Paiement d'intérêts ¹	4 505	700	-	-	5 205
Droits de diffusion et de distribution	100 564	159 663	138 634	510 923	909 784
Autres engagements	14 198	9 666	4 870	3 111	31 845
Total	194 267 \$	170 029 \$	143 504 \$	514 034 \$	1 021 834 \$

¹ Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2014 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

QMI a conclu une entente avec Rogers Communications concernant les droits de diffusion francophones de la LNH. En attente de la finalisation des ententes entre QMI et Groupe TVA, les engagements totaux liés à ce contrat ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours du premier trimestre 2014, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

La Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 17 377 000 \$ (19 025 000 \$ au premier trimestre 2013).

La Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 9 755 000 \$ (10 754 000 \$ au premier trimestre 2013).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ (1 080 000 \$ au premier trimestre 2013).

SUN News

Au cours du premier trimestre 2014, une mise de fonds de 2 900 000 \$ (nil au premier trimestre 2013) a été effectuée par les sociétaires de SUN News, dont 1 421 000 \$ par la Société et 1 479 000 \$ par Corporation Sun Media.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2014. De plus, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 375 032 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 30 avril 2014.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 30 avril 2014
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui clarifie le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements selon des dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu un impact significatif sur les états financiers consolidés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2014, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupevta.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2013 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 6 mai 2014 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 6 mai 2014

Tableau 10
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2014		2013	
	31 mars	31 décembre	30 sept.	30 juin
Exploitation				
Produits d'exploitation	105 321 \$	120 022 \$	102 217 \$	111 507 \$
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(6 025) \$	20 334 \$	18 401 \$	20 940 \$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(10 163) \$	8 328 \$	6 325 \$	6 981 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,43) \$	0,35 \$	0,27 \$	0,29 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
	2013		2012	
	31 mars	31 décembre (redressés)	30 sept. (redressés)	30 juin (redressés)
Exploitation				
Produits d'exploitation	111 070 \$	127 004 \$	97 171 \$	113 509 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	895 \$	20 625 \$	10 341 \$	18 522 \$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(5 888) \$	8 838 \$	1 539 \$	23 088 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,25) \$	0,37 \$	0,06 \$	0,97 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre.